



LE CANARD

en furie

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant du
Rond point Grand Hôtel.
RCCM/NI/NIA/2018/A/073/ NIF: 44 126/S
E-mail: in_dicko@yahoo.fr
90.00.99.83 / 96.75.34.12

PRIX : 300 F

3^{ème} Année:

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN

N° 81 du 18 juin 2018

Nomination de Sani Mahamadou Issoufou au poste de Dircaba

Une affaire de famille qui en dit long sur demain



Redressement d'ASUSU

Le pompier de Massoudou se constitue de belles provisions

Là où vous avez des trafiquants de drogue et d'armes qui opèrent en toute tranquillité, protégés et soutenus, il n'y a pas de sécurité possible

FRANÇAUFRIQUE

La France, le Niger et sa loi de finances

Alors qu'on veut que les Nigériens se serrent la ceinture, Issoufou et son système font preuve de gabegie en imposant au budget exsangue de l'État des dépenses superfétatoires qu'aucune urgence ne commande... Pourquoi, le rôle de porte-parole du gouvernement pourrait-il mériter seul un cabinet ministériel... Zakariya parle-t-il mieux qu'Assoumane Mallam Issa ?

Amères vérités

Là où vous avez des trafiquants de drogue et d'armes qui opèrent en toute tranquillité, protégés et soutenus, il n'y a pas de sécurité possible

« Lorsque la loi ne vous protège plus contre les corrompus, mais protège les corrompus contre vous, vous savez que votre nation est condamnée ». Le Niger serait-il devenu, sous Mahamadou Issoufou, l'Eldorado des grands bandits ? L'empire sous lequel ils bénéficient d'une extraordinaire couverture pour opérer en toute tranquillité et d'une protection osée lorsqu'ils sont pris dans les mailles des filets de la police nigérienne ? Le Niger serait-il sous l'emprise de grands réseaux criminels ? L'hypothèse fait peur, n'est-ce pas ? Et pourtant, il y a de quoi l'envisager, des indices concordants qui font redouter le pire. Un député impliqué dans le trafic de drogue dure (cocaïne) dont Mahamadou Issoufou, malgré ses refrains sur le fléau, n'a jamais réclamé la levée de l'immunité parlementaire ; un trafiquant d'armes épinglé avec une cache d'armes de guerre de gros calibre et des milliers de munitions dont on ne connaît encore rien du sort ; des trafiquants, grossistes, de cannabis, accrochés nuitamment par la police après un échange de coups de feu mais jamais présentés au public... Le Niger est sans aucun doute le pays dont les gouvernants n'ont rien aux bouts des lèvres que le mot SÉCURITÉ mais qui sont curieusement très tolérants, voire pleins de compréhension vis-à-vis des grands bandits d'État qui mettent la sûreté du Niger et de son peuple en danger.

Dans tous ces cas et bien d'autres, le gouvernement est resté bouche bée, sans aucun commentaire, ne serait-ce que pour se vanter d'avoir mis hors d'état de nuire des malfaiteurs dangereux pour la sécurité des Nigériens. Non, rien. Or, il est de notoriété, chez les flics notamment, que lorsqu'un espion quelconque ou malfaiteur est démasqué, connu du public, il est définitivement grillé, c'est-à-dire qu'il n'est plus opérationnel. Pourquoi alors tous ces malfaiteurs dangereux pour le Niger sont maintenus dans l'ombre, jamais en prison ? Même la tradition policière qui consiste à les présenter au public et à expliquer leur mode opératoire n'est pas respectée. Allez-y savoir !

Sur le plan de la corruption, autre cheval de bataille, paraît-il, de Mahamadou Issoufou, le mal a gangrené tous les pans

de la société, devenant pour des sociétés comme la Satom, le mode opératoire infaillible pour s'accaparer, sans jamais être confrontée à une concurrence quelconque, tous les marchés convoités d'infrastructures routières. Au vu et au su de tout le monde, cette société en particulier surfacture les marchés à un niveau incroyable, prospérant ainsi de façon scandaleuse sur le dos de l'État nigérien dont l'état de santé financière dégingole au fil des ans. Le cas le plus connu, et qui a choqué tout le Niger, est la réalisation de la voie express qui doit relier l'aéroport international Diori Hamani au centre-ville de Niamey : neuf misérables petits kilomètres facturés à près de 22 milliards alors que la même Satom a réalisé, en 2004, les 139 kilomètres de route qui séparent Niamey de Dosso à 11 milliards de francs CFA.

Il faut se dire la vérité et la toute première, c'est qu'aucun renchérissement de prix des matières premières et des matériaux ne peut expliquer une telle différence. La HALCIA ? Une structure budgétivore inutile dont les membres parlent de principes et évitent soigneusement de mettre leurs nez là où la corruption s'étale, grandeur nature. Ils sont payés à ne servir que d'ornement pour des gouvernants qui ne demandent que ça.

La deuxième, c'est que la SATOM fait ce qu'elle n'a pas pu se permettre sous la 5^e République et ce qu'elle ne saurait se permettre avec les fonds de l'Union européenne. C'est ce qui explique qu'elle ne l'ait pas fait en 2004 à propos de la route Niamey-Dosso. Sous Mahamadou Issoufou, ça marche à pleins gaz et la SATOM en profite pour gonfler son chiffre d'affaires. Il n'y a pas que la voie express dont les montants font frissonner. À Dosso, à Tahoua et ailleurs à l'occasion des fêtes de la République, c'est devenu systématique que cette entreprise, qui semble détenir une licence à tout faire, surfacture. Les chiffres, que le Canard en furie a pu examiner, est une HONTE pour le Niger et ceux qui le gouvernent. Car, si la SATOM s'avise de s'adonner à cette pratique, c'est d'abord au détriment du Niger et incontestablement par l'absence de tout sentiment patriotique

Suite page 3

Suite de la 2

chez certains Nigériens qui ont visiblement décidé de se faire de l'argent à tout prix, y compris en faisant gagner de l'argent à des entreprises étrangères sur le dos de l'Etat nigérien. Comment appelle-t-on un tel acte ? Je vous laisse le soin de juger.

C'est ce Niger-là qui est félicité et encouragé par Emmanuel Macron, le Président français. Est-il sincère ? Non, bien entendu. C'est comme si vous dites à une tortue qu'elle court plus vite que tous les autres ou que vous déclarez à un tricheur dans une classe qu'il est le meilleur, un modèle pour les autres. Tout le monde saura que c'est faux, que vous êtes hypocrite et que votre seul but, c'est de l'encourager à tricher davantage. Dans le cas des rapports entre la France et le Niger, à moins que l'on soit de mauvaise foi ou des réseaux mafieux dont les membres sont régulièrement pris par la police, chacun sait que l'insécurité au Niger est d'abord le fait de ce double trafic d'armes et de drogue. Là où vous avez des trafiquants de drogue et d'armes qui opèrent en toute tranquillité, protégés et soutenus, il n'y a pas de sécurité possible. Le jour où ces réseaux mafieux de la drogue et des armes auront été démantelés et leurs membres mis hors d'état de nuire, alors le Niger aura déjà résolu 80% de ses problèmes d'insécurité.

La politique sécuritaire nigérienne surprend à plus d'un titre. Les autorités nigériennes sont assurément coupables de cette montée de l'insécurité dans certaines zones du Niger. Leurs discours tranchent carrément d'avec leurs actes et les Nigériens, tout autant que les partenaires du Niger, en l'occurrence la France et les États Unis, le savent. Car, le trafic de drogue et d'armes, n'a pas été révélé avec le réseau du quartier Niamey 2000. Cependant, le tonnage de résine de cannabis découvert (2 tonnes et demi), soit 1355 casiers contenant 12 180 plaquettes de résine, l'étendue de domaine utilisé (plus de 3000 M²), la valeur marchande (plus de 3 milliards)... sont autant d'indices graves qui tendent à montrer que ces trafiquants bénéficient de grandes complicités. La police, elle, le sait. Elle sait surtout, pour parler comme Hassoumi Massoudou, que ceux qui nous gouvernent ne peuvent pas mettre un terme au trafic de drogue et d'armes. Or, il est bon de savoir que « Lorsque la loi ne vous protège plus contre les corrompus, mais protège les corrompus contre vous, vous savez que votre nation est condamnée ». À chaque Nigérien de tirer les enseignements qui s'imposent.

BONKANO

Nomination de Sani Mahamadou Issoufou au poste de Dircaba

Une affaire de famille qui en dit long sur demain

Vraisemblablement, le père se sent de moins en moins en confiance avec les collègues du parti, promus à ce poste pour leur fidélité au parti et leur militantisme. D'abord responsable de la communication du président de la République et non moins son père, celui que les amis appellent Abba a naturellement gravi les échelons pour être davantage près de son président de père. Diversement interprétée, cette nomination est incontestablement le signe annonciateur de grandes aventures. Car, pour affronter certaines épreuves, il faut des hommes de toute confiance et les camarades de parti ne sont toujours sûrs.

A ce poste, Abba pourra, mieux que quiconque, mettre le voile sur tout ce qui ne saurait être su, même des militants de première heure du



Pnds Tareyya. Assistant le président de la République dans tous les domaines, notamment la sécurité, Abba garantit l'imperméabilité des positions présidentielles sur certaines questions hautement sensibles. Vue sous cet angle, la nomination de Abba est un repli sur soi ou du moins sur la famille, considérée comme le maillon de sécurité le plus sûr. Et de fil à aiguille, des observateurs se demandent s'il ne s'agirait pas d'un acte visant à protéger le père contre certaines dérives désormais imprévisibles et incontournables.

Redressement d'ASUSU

Le pompier de Massoudou se constitue de belles provisions

Envoyé en mission commandée, soit disant pour redresser ASUSU, Amadou Hamani Bachir n'a pas l'intention de s'imposer la cure que les observateurs et les actionnaires de la banque de microfinance sont en droit d'attendre de lui. Aussitôt nommé, il débarque avec quelques obligés, des parents à qui il entend rendre service comme on semble le lui avoir rendu quelque part. Et pour annoncer tout de suite les couleurs, l'administrateur délégué, entouré de deux de ses belles sœurs à titre d'assistante et de responsable des Ressources humaines (RH), a remis en cause la première mesure in-

terne que l'ancienne direction générale s'est imposée pour atténuer les charges financières de la boîte. Les salaires et/ou avantages cédés par le personnel cadre ? Le pompier de Massoudou n'en a cure. Il se fait payer le montant dû par mois au directeur général, soit quelques sept millions et n'a pas, bien entendu, privé ses belles sœurs de salaires tandis que les autres se voient appliquer la vieille mesure des avantages cédés. Amadou Hamani Bachir est donc en terrain conquis et tout semble montrer que l'homme a obtenu cartes blanches pour se faire plaisir.

FRANÇAFRIQUE

La France, le Niger et sa loi de finances

Les socialistes nigériens, face à leur incapacité à gouverner n'avaient trouvé mieux pour survivre politiquement qu'à aliéner notre souveraineté en s'inféodant à la tutelle occidentale, faibles en face de l'amitié de Hollande pour ne pas savoir faire le choix de la nation et de ses intérêts. Il est ainsi arrivé que les socialistes ne puissent même pas se faire confiance ; ne puissent pas croire en leurs potentialités, a fortiori aux compétences des autres Nigériens. Alors que pendant longtemps, ils avaient crié, faisant partout entendre qu'ils incarnaient l'intelligentsia du pays, portant un discours anti-impérialiste, vantant « l'illimisme » qui serait le label par lequel ils se définissaient pour faire croire qu'ils seraient l'élite intellectuelle seule capable de sauver le Niger. A l'épreuve du pouvoir, on les découvre alors incapables : non seulement ils perpétuaient les mêmes tares décriées, faites de corruption, d'exclusion, de médiocratie, de clanisme mais surtout, l'on découvrit la carence notoire de compétences en leur sein pour faire avancer un pays dont les défis ont fini par les submerger. Partout où leurs cadres avaient servi, ils n'avaient excellé que dans la prévarication, la concussion, le désir vorace de faire fortune. Ainsi, occupant tout l'espace pour ne concéder à des alliés-otages que quelques strapons où ils sont surveillés pour ne pas avoir à profiter de leurs situations, ils finirent par saccager l'État aujourd'hui complètement en faillite, au bord de la banqueroute, vivant au jour le jour. Voguant sur des eaux troubles depuis des années, pour espérer se tirer d'affaire, complexés et paniqués, ils ont dû faire recours à l'expertise française pour s'élaborer une loi de finances, un texte hors norme qui n'a rien de compatible avec les réalités nigériennes totalement occultées dans les analyses qui l'ont fondé. C'est à juste titre alors que les Nigériens se sont inquiétés et se sont conséquemment levés pour combattre une loi qui ne devrait pas leur faciliter la vie quand, déjà, depuis l'avènement de ce socialisme contrefait, ils n'arrêtaient pas de tirer le diable par la queue. Il se trouve que ça grogne déjà beaucoup dans le pays à cause de

la précarité ambiante, de la paupérisation croissante quand les princes érigent partout des édifices insolents, signes ostentatoires de nouveaux parvenus qui se sont rapidement enrichis, abandonnant le peuple à lui-même, amorçant inexorablement sa descente aux enfers.

Au départ, le régime avait minimisé la fronde sociale contre sa loi de finances, et a dû vite se rendre compte, après que Massaoudou, fier lors de la marche de soutien artificielle pour soutenir la loi controversée, ait cru hâtivement que le débat était clos pour avoir mobilisé une foule vénales et hypocrite, qu'il fait face à des colères profondes et ce d'autant plus qu'après la marche de Bazoum, le peuple, à l'appel de la société civile, répondait spontanément et librement par une marée humaine qui avait déferlé dans les rues de la capitale et dans les autres capitales régionales du pays. Les mesures contenues dans la loi commandée, à la vérité, sont, dans le contexte nigérien, injustifiées et insupportables. Face à la vérité de la contestation, quand le régime ne peut continuer à supporter des factures de contremarches pour refuser d'écouter la révolte populaire, il ne peut qu'user de la force pour tenter de taire la grogne sociale, abusant de la force publique, dont une bande instrumentalisée ressemble plus à une milice au service du système qu'une force républicaine, capable de respecter son peuple en lutte. Et l'on se sert d'alibis grossiers pour interdire les manifestations et même, lorsque la société civile se croit dans son bon droit, d'user de brutalités pour mater sévèrement les manifestations et arrêter tous les leaders de la contestation sociale pour les envoyer derrière les barreaux où ils crouissent depuis plus de deux mois aujourd'hui. Le but visé, est, il va sans dire, d'étouffer la contestation. Ce que le régime croit avoir réussi, quand, il n'a eu que l'intelligence d'un timing, pour opérer ces arrestations à la veille du mois béni de Ramadan où il savait que les populations, vivant la ferveur d'un mois de miséricorde, ne peuvent qu'opter pour une trêve non négociée, commandée par les préceptes de la foi musulmane lar-

gement partagée en ce période de privation et de pardon. Mis dos au mur, quand après s'être offert la loi qui déchire actuellement, il a dû promettre à ses « maîtres » qu'il ne peut avoir de difficultés à la mettre en œuvre, rassurant avec le score soviétique mensonger de 92% qui l'aurait porté au pouvoir, et certainement dans le but d'avoir quelques facilités avec certains partenaires et bailleurs, le régime fait désormais le choix d'avancer les yeux fermés, quitte à violenter les forces sociales et politiques, à s'écarter des bonnes manières et des principes démocratiques qui reposent sur la liberté et à jeter le pays dans des violences inouïes. L'option kamikaze semble finalement être la seule alternative pour des hommes qui n'ont jamais fait montre de sagesse et de retenue dans leur manière de gouverner. Ceux qui bavardent dans un tel contexte où le régime joue son va-tout et sa survie ne peuvent avoir leur place que dans les prisons, non dans la démocratie. Ainsi, en se servant de subterfuges, ces hommes braves qui ont fait le choix du peuple, sont envoyés aux galères, loin, dans le goulag de la Renaissance. Mais la France surtout qui a offert ses bons offices (?) au régime de Niamey, ne peut comprendre la lutte des Nigériens, leur refus de cautionner une austérité qu'on leur impose quand les princes doivent continuer à bénéficier de leurs privilèges. Il n'est ni moral, ni éthique, lorsqu'on est la cause du drame que vit un peuple, de vouloir que le peuple seul, paie la note et surtout lorsqu'on ne peut avoir de pudeur, à avoir un peu de respect pour son peuple, pour ne pas continuer à faire preuve d'extravagance et de démesure. Alors qu'on décrie la taille d'un gouvernement qui ne sert presque à rien sinon qu'à servir une logique de partage et de contentement, Issoufou continue à défier les Nigériens.

Issoufou en fait trop...

Peut-être mis en scelle et ragillard par les compliments injustes mais diplomatiques de Macron lors de son dernier séjour en France, le président du Niger peut croire qu'il a désormais, comme au temps de Hollande, les coudees franches, pour agir à sa

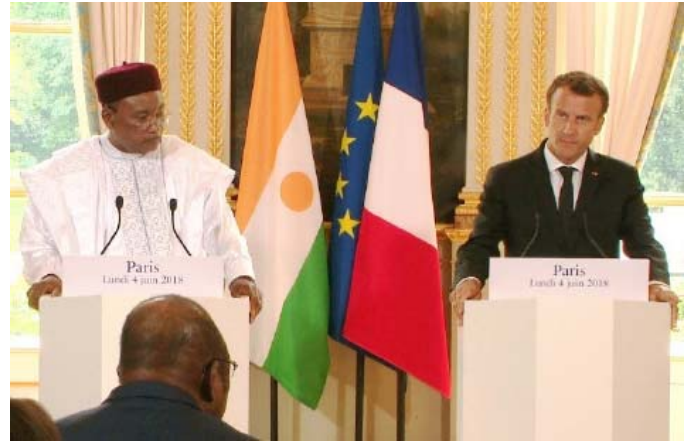
guise, dans le mépris de ce que peuvent penser ses concitoyens. En tout cas, dès son retour du pèlerinage parisien, il allonge la taille de son gouvernement en nommant un nouveau ministre, faisant fi des critiques faites à son gouvernement, non pas seulement du point de vue des compétences mais d'abord de la taille qui ne saurait être compatible avec la situation économique qu'on décrit et qu'on met en avant pour justifier une loi de finances antisociale. Pourquoi donc les Nigériens devraient accepter des sacrifices quand ceux qui les commandent s'en dispensent ? C'est donc une telle politique de l'ostentation et de l'insouciance, de la démesure et de la défiance que soutiennent la France, l'Union Européenne, la CEDEAO et tant d'autres partenaires contre le peuple nigérien souverain. Peut-on d'ailleurs se demander si Macron qui ne peut donner des leçons, peut quand même être prêt à tout accepter dans nos pays africains, relativement à la gouvernance économique et démocratique pour accepter que des gouvernements mal élus et peu respectueux des normes de bonne gestion viennent tout le temps à solliciter l'aide extérieure, à les importuner de les soutenir ? Le contribuable français, peut-il plus longtemps, l'accepter quand ceux qui gouvernent, ne gèrent pas bien ? Sommes-nous faits que pour tendre ad vitam aeternam la main ? Merkel n'avait pas passé par quatre chemins pour exprimer son choix commandé par ces doutes d'une gestion éficiente et transparente qui fait défaut sous les Tropiques. Macron ne saurait rester plus longtemps dans l'indulgence et la démission, quand on sait que pour venir en Afrique, il avait fait le choix de certaines capitales et ce en fonction de critères qu'il s'était définis. A l'époque, le Niger semblait être sur sa liste noire. Et il n'avait pas tort. Les raisons d'État ont-elles eu raison de ses convictions et de ses choix pour être finalement ce laudateur attiré d'une gouvernance qui donne la nausée ?

Et bonjour les zèles....

En nommant aussitôt après la bénédiction de Paris un autre ministre dont on peut se demander la pertinence dans une démocratie

normale et dans un pays qui va mal (économiquement), Macron pourrait maintenir savoir à qui il a à faire. Pourquoi, le rôle de porte-parole du gouvernement pourrait-il mériter seul un cabinet ministériel ? Le ministre de la Renaissance culturelle qui jouait ce rôle, ne le faisait-il pas efficacement même cumulativement avec ses fonctions de ministre de la Renaissance culturelle, pour vouloir le confier à un autre qui n'aura plus de rôle, tout en étant membre du gouvernement, que de sortir occasionnellement, pour expliquer certaines préoccupations du gouvernement ? Entre nous, pour un tel rôle, valait-il franchement la peine, de distribuer à cette fin un poste ministériel dans un pays qui est le dernier de la planète, pardon, l'avant dernier ? Alors qu'on veut que les Nigériens se serrent la ceinture, Issoufou et son système font preuve de gabegie en imposant au budget exsangue de l'État des dépenses superfétatoires qu'aucune urgence ne commande. D'ailleurs, pour parler de compétence, Zakariya – c'est de lui qu'il s'agit – parle-t-il mieux qu'Assoumane Mallam Issa ? Ce n'est pas si sûr. A moins qu'Issoufou ne veuille, quand on a souvenance des propos que son nouvel étalon avait pu tenir à la conférence nationale, avoir une autre voix brutale qui viendrait s'ajouter à celles maussades de Bazoum, d'Iro Sani et de Massaoudou qui avaient remarquablement terni sa gouvernance. Mais c'est son choix. Et dire que Macron veut que les Nigériens ne luttent pas, trouvant normal ce qui se fait dans le pays. Ces excès frisent même la moquerie à l'égard d'un peuple. C'est à croire que pour les socialistes, comme dirait l'autre, il ne « reste plus garçon » dans ce pays et qu'ils peuvent tout se permettre, et ce, forts du soutien de Macron et de la France. Mais défendre Issoufou, ce n'est pas seulement défendre un homme dont la gouvernance aurait pu répugner la France et tous ceux qui se battent dans le monde pour la transparence et la démocratie, pour la liberté et pour les droits humains, mais pour la France, il s'agit de défendre « sa » loi de finances qu'elle a pensée pour le Niger pour croire qu'en surtaxant les Nigériens, on donnerait au régime les moyens qui lui manquent, oubliant que son problème fondamental n'est pas que de manquer de sous mais de ne pas savoir

gérer dans le respect de l'orthodoxie et de l'efficacité. Alors que la France entière, par son opinion, sa presse et ses associations s'indignent, Macron tenu par des contingences de la diplomatie et des devoirs d'État peut-être, n'arrête de couvrir une gouvernance merdique de flatteries gourmandes imméritées. Depuis quelques jours, une autre voix du système Macron, s'est également fait entendre. En effet, invité du journal Afrique de rfi la semaine dernière, un député du Groupe *En Marche* de l'Assemblée française, membre du groupe des Affaires Étrangères, s'est également accessoirement prononcé sur la situation au Niger. Sans contredire ouvertement Emmanuel Macron, lui reconnaît qu'il ne pourrait pas dire que le régime de Niamey est exemplaire. Sans doute sait-il qu'il y a mille et une choses à reprocher à la gouvernance d'Issoufou. Mais l'on sait surtout que ces petites amabilités de la France de Macron vis-à-vis du régime décrié de Niamey ne se justifient que pour garder dans son giron un allié très volontariste dans la lutte contre le terrorisme et la migration au Sahel. La France ne peut d'ailleurs pas être rassurée quand elle peut entendre un certain discours que porte la société civile, demandant aux forces militaires impériales installées au Niger dans des conditions opaques de partir. N'est-ce pas là la raison pour laquelle, le député français trouve, comme leur ami Sahélien, le démocrate de Macron, juste que les leaders de la société civile soient incarcérés, parce qu'ils auraient enfreint à la loi, notamment en bravant une interdiction de manifester. C'est assez réducteur pour une conscience de ce niveau pour oser ces simplifications dangereuses. Peut-il seulement se demander si l'interdiction elle-même est fondée ? Comment peut-on arrêter des hommes avant même que ne commence une manifestation et prétendre qu'ils avaient bravé une interdiction ? Le plan des Renaissants, n'est-ce pas de se servir d'un prétexte aussi mince que ridicule pour régler des comptes à ces hommes qui sont devenus encombrants pour eux ? Si parce que le Prince aura interdit, on serait en conformité avec les lois d'une République, alors jamais il ne peut y avoir de luttes car jamais l'autre ne manquera d'alibis pour s'éviter des révoltes. Pourquoi donc, les mêmes



lois qui valent ailleurs, ne peuvent-elles pas valoir ici chez nous, chez les Nègres ? Pourquoi la France n'interdit pas des manifestations y compris la nuit et notamment dans des villes comme Paris qui furent plusieurs fois, l'objet d'attentats terroristes et demander que ce soit le cas pour Niamey qui n'a jamais été attaquée ? Comme on peut le deviner, la France n'est pas heureuse d'entendre que des Nigériens demandent légitimement que ses bases militaires quittent le pays quand cela ne se fait sur aucune base légale. Pourquoi cette France ne peut pas comprendre qu'en ce troisième millénaire le Niger soit un État souverain avec lequel, il faut commencer sur des bases justes et transparentes, dans le respect des procédures constitutionnelles ? Sinon, à l'état actuel, le Niger n'est pas moins qu'un territoire occupé ! Là seulement, peut-on comprendre les complicités de la France avec ce régime qui répugne tout un peuple. La Françafrique, nous a-t-on dit, est morte, mais vive la Françafrique ! Sacré Macronisme ! De quelles réformes peut être fier Macron pour faire la publicité que l'on sait pour Issoufou ? Au Niger, la seule réforme que l'on reconnaît est celle apportée par la loi de finances qu'on combat. En plus de ces nombreuses taxes imaginées pour faire mal, il y a la nouvelle tarification de l'électricité et ce après avoir choisi d'investir des milliards dans l'énergie à travers une centrale – Gorou Banda – qui ne répond à aucune pertinence et pour ce déconseillée dès au stade de projet par des spécialistes du domaine. Mais la Renaissance qui voulait « sa chose » n'entendit personne et elle en fait à sa tête, malheureusement pour avoir deux résultats catastrophiques. D'une part, alors que les Nigériens se plaignent déjà de son coût, l'élec-

tricité, avec Gorou Banda, est devenue plus cher aujourd'hui, insupportable pour les ménages, y compris pour les plus nantis qui reçoi-vent depuis trois mois avec angoisse leurs factures et ensuite, malgré la nouvelle installation, l'électricité est devenue instable, voire aléatoire avec des délestages qui n'en finissent pas et alors même que l'investissement consenti pour une centrale qu'on avait décriée se justifiait par l'entêtement du régime pour, prétend-elle, satisfaire la demande en énergie. Comme on le voit, les Nigériens doivent se battre pour leur liberté et ce n'est pas à un autre peuple de venir la leur offrir sur un plateau d'argent. Comme l'a pu dire, dans des contextes tout aussi semblables, Sartre, philosophe et homme d'action français, « l'homme est ce qu'il se fait ». Il lui revient de façonner, par son esprit de sacrifice, son destin. Se soustraire à ce devoir existentiel, c'est participer de manière inconsciente à sa propre destruction. Dès lors, les Nigériens ont le choix de la coura-ise et de la soumission ou de la grandeur et de la dignité pour savoir se battre comme tous ces peuples, notamment celui de France, qui ont connu des heures d'épreuves certes desquelles ils se sont relevés courageusement, mais aussi de gloires dont la mémoire les ragailardit aujourd'hui encore. Si d'autres peuples ont pu lutter, les Nigériens, tout autant, le peuvent aussi. Obama n'avait pas tort, conscient de la volonté farouche qui l'anima-ait et qui pourrait animer tout peuple vaillant : « YesWeCan », tempêtait-il partout à travers la grande Amérique. « Ensemble, nous le pouvons alors.... ».

Déclaration des quatre lignages héritiers du trône sur la situation de la chefferie de l'Aréwa

Chers frères et sœurs de l'Arewa, camarades et sympathisants,

Le Sarkin Aréwa Amadou Gaoh, paix à son âme, nous a quitté le 31 Octobre 2015. Depuis la vacance de poste déclarée, beaucoup de choses se sont dites, ont été rapportées et même écrites sur cette vénérable chefferie.

Aujourd'hui, au vu de l'importance historique de la chefferie de l'Arewa, loin des légendes et des racontars, nous avons l'obligation d'asseoir l'épopée de cette chefferie sur des écrits dignes de foi, faits par des ethnologues et sociologues reconnus faisant autorité en la matière (Marc Henri Piault, Michel Sellier, Jean Perrier, etc....)

Ces écrits laissent apparaître un répertoire précis des personnalités ayant dirigé le nord du Dallol Maouri, aujourd'hui Canton de l'Aréwa mais sans précision de date, jusqu'au règne de Dambadji (de Wajan Guébé) (1734-1750).

C'est dans la première moitié du 19^{ème} siècle selon M.H. Piault ; que l'organisation du pouvoir s'instaura à tour de rôle entre les quatre lignages « royaux » correspondant aux familles occupant les quartiers de Matankari capitale de l'Arewa: Il s'agit de **Wajan guébé ; Bilawa ; Dalleyni- Gabass et; Bozarawa - matankari.**

Ces quartiers sont constitués des familles prétendantes et postulantes au trône, toutes issues d'un ancêtre commun Salma Akazama petit fils de ARI. Salma étant le dénominateur commun à toutes ces familles, elles se présentent chacune, avec dans l'ordre les noms des chefs qui s'y sont succédés comme suit:

Wajan Guébé ; _Salma
Tamou..... Koli..... Dambadji (1734-1750)... Mato (1767-1786 et fondateur de Matankari) ; Gayya (1821-1822).

Bilawa ; Salma....; Shékarao...; Goga (1787-1805)...; Konan....; Alichina (1849-1861)... Koshé (1901-1913).

Dalleyni gabass ; Salma; Kadan Biri; Tassaou ; Dakaou; Gagara (1826-1849); Bagagué (1873-1901).

Bozarawa ; _Salma... ; Kadan Biri ; Assouman(1805-1821 et ancêtre de Bozaraoua matankari); Lifida(1861-1873)... ; Gaoh Tassaou (1913-1931) ; Arzika Gaoh(1931- 1941), Soumana Gaoh(1941-1981)... Amadou Gaoh (1981-2015).

Notons toutefois, qu'outre ces quatre lignages royaux qui officient sur la chefferie de l'Aréwa ; les trois frères de Salma quant à eux reçoivent respectivement le titre de : Sarkin Tudu ; sarkin Ruafi et, de Kona ; ils fondèrent trois lignages distincts qui sont les Konawa, les Tudawa, et les Ruafawa.

En tout état de cause c'était Matankari la dernière capitale politique de l'Arewa précoloniale.

De ces éléments constitutifs de l'histoire de l'organisation politique de l'Aréwa sont issues ces familles qui s'identifient au pouvoir de leurs ancêtres.

Cependant, la vacance de pouvoir annoncée par les autorités, a fait naître des velléités d'accession à la chefferie du Canton de l'Aréwa. Ainsi sont apparus, sorties d'on ne sait où, des candidatures que nul n'ose imaginer il y a à peine une vingtaine d'années.

Notons que les enquêtes menées par la brigade de la gendarmerie de Dogondoutchi et celles de la gendarmerie de Dosso ainsi, que les travaux du comité consultatif régional ont proposé l'élimination de 13 Noms sur les 45 candidats postulants.

Ce qui a conduit les autorités à prendre l'arrêté n°0680/MISP/D/ACR/DAPJ/DAC DU 17/11/2016 retenant un liste de 32 Noms.

Nous avons introduit un recours

gracieux auprès du Ministre d'Etat, en charge des affaires coutumières pour ramener cette liste à 28 candidats.

Très malheureusement, le ministre d'Etat, en charge des affaires coutumières ; fait prendre un autre arrêté n°703/MISP/D/ACR/DGAPJ/DAC en date du 25/11/2016 autorisant tous les 45 postulants (candidats) à se présenter à la chefferie sans autre forme de procès.

Chers frères et sœurs de l'Aréwa faites le décompte cela fait seulement huit (8) jours entre les deux arrêtés.

Nous avons, attaqué le dit arrêté au Conseil d'Etat demandant son annulation pur et simple.

C'est ainsi par arrêt en date du 9/5/2018 le Conseil d'Etat a procédé à l'annulation de l'arrêté n°703/MISP/D/ACR/DGAPJ/DAC du 25/11/2016 par retranchement de trois Noms.

Sur cette base le Ministre d'Etat, en charge des affaires coutumières a signé un troisième arrêté autorisant 42 candidats à se présenter à la chefferie de l'Aréwa.

Respectueux des lois de la République, nous prenons acte de l'arrêt du Conseil d'Etat et nous tenons à préciser que notre opposition à certaines candidatures douteuses reste et demeure.

Convaincu que la vérité triomphera sur le mensonge quel que soit le nombre d'années; nous irons Incha-Allah aux élections.

Nous prenons à témoins l'Association des chefs traditionnelle du Niger (ACTN) en particulier et l'opinion nationale en général sur la situation qui prévaut dans l'Aréwa ;

Vive les quatre lignages héritiers de la chefferie de l'Aréwa Vive l'Aréwa

Vive la République du Niger Niamey le 16 juin 2018

Emmanuel Macron, une incertaine idée de l'Afrique

Jean-Claude Shanda Tonme, Camerounais, diplomate de carrière, Juriste-Consulte international et Directeur Exécutif du Centre Africain de Politique Internationale, dresse un bilan sévère de la politique africaine du président français.

%ondafrique. On vient de voir le Président français Emmanuel Macron s'activer sur la situation en Libye, notamment un certain forcing pour ramener la paix au plus vite, en mettant tout en œuvre pour réconcilier les frères ennemis, dans un pays qui a deux gouvernements. Que doit-on en déduire pour toute l'Afrique ?

Jean Claude Shanda Tonme: Sauf meilleur avis, vous n'êtes pas seul à vous poser cette question. Il y a effectivement lieu de s'interroger plus profondément sur la grande kermesse organisée récemment à Paris entre les frères ennemis Libyens.

En somme, il faut situer la démarche de Macron dans un contexte très limité d'une sous-région, ensuite il convient de cerner les motivations de base de façon précise. A ce propos, nous ne sommes pas en présence de quelque chose pensée pour toute l'Afrique ou exprimant un intérêt général pour le continent. La France a peur, et l'Europe toute entière a peur. Cette peur c'est celle qui découle de la menace de l'invasion par l'immigration sauvage. Or les côtes libyennes sont depuis l'assassinat du guide Kadhafi, le principal point de départ en méditerranée vers l'Europe.

Mais alors, pourquoi l'Italie et l'Espagne qui accueillent l'essentiel de ces migrations, ne s'activent pas comme la France ?

Ecoutez, vous avez bien suivi la trajectoire de ce malien qui a grimpé le mur d'un immeuble pour sauver un gamin. Il est passé par l'Italie, mais pour se retrouver en France comme point de destination. Ce sont les avatars de la colonisation française et il faut bien assumer. Il n'y a rien à faire contre cette réalité. C'est la France qui est venue chez nous et non l'inverse, et c'est vers la France que nous lorgnons d'abord, parce que quoi que l'on dise, il y a un certain nombre de paramètres qui constituent des acquis incontournables sur lesquels on capitalise tout de suite, par exemple la langue,

la présence des souches identitaires d'accueils sur place.

Vous dites donc que le président français ne s'active pas en réalité pour le bien-être des libyens, mais plutôt pour la protection des français contre l'invasion des immigrés ?

C'est exact, et je vous invite à ne pas rêver. Il n'y a aucune volonté humaniste derrière la démarche, mais bien un savant calcul selon lequel, plus vite on rétabli l'ordre en Libye avec un régime fort, un gouvernement effectif, une armée qui contrôle le territoire, mieux on sera certain de freiner voire de limiter radicalement les flots des migrants qui empruntent des bateaux de fortune clandestins à partir des nombreux zones de la côte qui échappent à tout contrôle étatique. Sans Etat, point d'ordre et sans ordre, tout est permis, et l'Europe va payer à prix fort par des flots de misérables et de fuyards économiques.

A vous entendre, le problème est devenu une question importante pour la France ?

Mais ce n'est qu'un début, parce qu'au regard de la désintégration lente mais certaine des Etats francophones condamnés par des régimes totalitaires et sans espoirs, nous allons assister à une accentuation des départs y compris à partir des ports qui ne sont plus seulement libyens. Dans ma propre famille, je ne compte plus le nombre de jeunes entre 20 et 35 ans qui sont partis, dont certains très récemment. Promenez-vous dans les quartiers des grandes villes et on vous montre des familles où des enfants sont partis récemment. La situation s'aggrave au lieu de s'arranger.

Pensez-vous donc que Macron devrait s'occuper de mettre de l'ordre partout ?

On ne lui demande pas de mettre de l'ordre, mais on ne lui demande pas de fermer les yeux non plus. Vous savez, la conduite des dirigeants français est directement responsable du renforcement des régimes de dictature, particulièrement en Afrique centrale. Or ces régimes en plombant la démocratie et en tuant l'espoir, poussent les jeunes, même les adultes à l'exil. Il ne se passe plus un seul jour sans que je reçoive quelqu'un qui me dit qu'il en a marre et qu'il ne songe plus qu'à quitter le pays, souvent



même sans aucune destination dans la tête.

Pensez-vous qu'Emmanuel Macron a une vision pour l'Afrique ?

Je vois certains parler d'un jeune président qui sera un président de rupture avec les anciens de la Françafrique. Mais oh, tenez, souvenez-vous de Mitterrand, de Hollande, de Sarkozy. A chaque fois, on remet une couche, et à chaque fois, on entretient les mêmes combines, le même langage, les mêmes routes. Il n'existe aucune sortie possible du carcan colonial, ni aucune possibilité réelle de rupture du cordon esclavagiste, en dehors des révolutions, mais encore faut-il adopter la bonne démarche, choisir le bon moment, avoir de bons leaders nationalistes. Macron a mis sur pied un vrai-faux machin-truc appelé « Conseil présidentiel pour l'Afrique ». C'est pour tromper les naïfs et se donner des airs de seigneur sage qui écoute les conseils et les recommandations de ses savants triés sur le volet. Mais il n'y a qu'à fouiller dans le CV et le parcours des membres de cette piètre équipe de saltimbanques de cirques, pour comprendre qu'il ne s'agit que des résidus rajeunis et maladroitement maquillés de la France-Afrique.

Or il y a absolument besoin de constructions de rapports des forces nouveaux pour ébranler l'édifice granitique du couloir maudit franco-africain. Objectivement la France ne serait rien sans l'Afrique, mais l'Afrique serait une boule de cristal et un véritable paradis sans la France.

Quand vous parlez de construire, est-ce à dire qu'il faille développer des oppositions plus efficaces et plus combattives ?

Ce que je dis n'a rien à faire avec l'opposition politique, au contraire, il faut une oppo-

Suite page 8

sition qui soit un retournement complet de la société, des mœurs politiques et une approche totalement inversée de la perception des rapports internationaux. Je crois que l'exemple du Rwanda à côté parle à suffire sur la démarche à entreprendre et le genre de dirigeant nécessaire pour réussir la mutation, la transformation et la révolution. Sans cela, sans ces atouts, nous aurons du mal à nous défaire de l'état français

Ne glissez-vous pas ici sur le débat concernant la monnaie, principalement le destin du Francs Cfa que l'on ne cite plus ?

La problématique de faire ou de ne pas faire avec le Francs CFA est plus une partie du problème qui se pose que le cœur du problème, contrairement à ce que j'entends de certains analystes panafricanistes. Une fois que des mutations positives et progressistes seraient intervenues dans la société du fait de l'émergence d'un dirigeant effectivement patriote, et de forces sociales et intellectuelles éminemment conscientes et révolutionnaires, tous les autres attributs de la dignité et de la souveraineté se mettront en place. Cela va de soi.

En clair, Macron n'a pas de politique africaine ?

Mais pourquoi voulez-vous que ce jeune homme invente le soleil, qu'il réécrive l'histoire, qu'il invente de nouveaux paramètres de lecture et de travail géostratégiques et géopolitiques ? Est-ce sa faute si plus 80% des cadres au Cameroun, au Sénégal et en Côte d'Ivoire sont de culture francophone et ont été formés à la langue française ? Est-ce sa faute si tout ce beau monde, ne commence à découvrir l'étranger qu'en se rendant en France, souvent avec femmes et enfants ? Est-ce sa faute, s'ils s'accommodent des systèmes et régimes autocratiques et sont incapables de révoltes et de révolutions ? Macron est le président de la France et il s'assure que les intérêts de la

France soient préservés, y compris en se taisant sur les malheurs des peuples ailleurs, les nôtres par exemple.

Je dois donc comprendre que même pour les élections qui s'annoncent au Cameroun, la France va se taire, regarder faire, sans émettre un jugement ?

Tiens, elle sera la première à reconnaître le résultat et à féliciter l'heureux vainqueur, toujours connu d'avance, même si le quai d'Orsay, comme toujours, émettra quelques regrets sur quelques dysfonctionnements sans gravité sur l'issue du scrutin. C'est un langage codé, planifié et rodé qui dans la pratique diplomatique, magnifie « la stabilité », le statut quo, et la poursuite du business des réseaux comme toujours, comme avant. Tant pis pour les parieurs en eaux troubles qui se lancent dans des compétitions sans règles transparentes, et avec la certitude de la défaite, si seulement on ne les arrête pas pour les fesser après.

En conclusion, il ne faut rien attendre de Macron ?

Absolument rien, rien et rien du tout. Nous allons avancer vers des crises plus profondes, plus dures et plus meurtrières en Afrique, particulièrement en Afrique centrale où il n'y a clairement aucune visibilité pour des transitions pacifiques. La France croisera les bras, et sauf pourrissement extrême aboutissant à des guerres civiles ou des menaces sûrs, directes et certaines de coups de force militaires, elle continuera à s'accommoder des régimes autocratiques et des dictatures.

Mais Prof Shanda Tonme, ne pensez-vous pas que la lutte contre le terrorisme justifie l'attitude de la France ?

Jamais, on ne saurait forcer une association entre les deux. Comment était donc cette attitude avant l'émergence des groupes terroristes ? Voulez-vous dire que la France se battait pour la démocratie en Afrique avant l'ar-

rivée de Boko Haram, d'Al Qaeda et de l'Etat islamique ? Je ne pense pas. La lutte contre le terrorisme est devenue le prétexte de pérennisation des dictatures et d'orchestration de très graves violations des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Ce n'est pas une vue de l'esprit, c'est la réalité. Et puis, la France n'a aucunement intérêt à voir se créer des évolutions à hauts débits de démocratisation en Afrique, parce que du coup, c'est sa place, sa présence, son rôle et les termes de référence de l'ensemble de son influence sur la scène diplomatique planétaire qui seront remises en cause. Paris prêche en réalité une démocratie limitée, une forme de libéralisation tropicale qui maintienne sagement le cordon ombilical colonial. N'oubliez jamais qu'il y a toujours un fossé entre le candidat et le président élu qui entre en exercice et affronte la réalité quotidienne des rapports mondiaux.

Faut-il conclure à l'existence d'une vision typiquement macronienne de la diplomatie française ?

Que ce soit sur l'Europe ou sur la relation avec les Etats Unis, il n'apporte vraiment rien de nouveau. Sarkozy s'était montré encore plus excité, plus atlantiste et plus européen que lui durant la première année de son mandat. La rupture avec Sarkozy se situe dans l'élégance, la finesse et un certain soin dans le genre intellectualiste et moderniste, en même temps qu'il met en exergue l'ensemble de son équipe avec une autorité rangée et assumée. Quant à la rupture avec Hollande, c'est la résolution, la détermination et l'assurance, toute chose qui a grandement fait défaut à son prédécesseur immédiat d'ailleurs considéré comme un président par accident, un parvenu en dépit d'une relative expérience dans le champ politique et partisan.

Quelle chance de réussite réservez-vous à Macron ?

Je ne peux m'exprimer que pour le domaine qui est le mien, en

somme la diplomatie. A ce propos, il faut déjà admirer ce que les Français ont fait en se donnant un Chef d'Etat jeune, dynamique, brillant et très volontaire. C'est une leçon retentissante de démocratie et de maturité pour un peuple. C'est aussi une leçon pour l'Afrique, sans aucun doute un message cinglant à la vieille, très vieille et croulante génération de prédateurs qui a pris le continent en otage dans quelques pays.

Cet entretien a été réalisé par les Scoops d'Afrique

Quelques livres de M. Jean-Claude Shanda Tonme :

- Réformer la gouvernance mondiale
- La malédiction de l'Afrique noire
- Les chemins de l'immigration
- Le rêve américain d'un enfant d'Afrique
- Les tribulations d'un enfant africain à Paris etc.

Par La rédaction de Mondafrique

Le Canard en furie
 Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

Directeur de publication
Arouna Yacouba
 99.34.21.99

Directeur Commercial
Inoussa DICKO
 E-mail : in_dicko@yahoo.fr
 90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition
Le Canard en furie
 Tirage: 1000 Exemplaires sur
 Les presses de la G.I.N